



FRANCE

Déterminés à continuer, les enseignants divergent sur la méthode

Après la mobilisation massive de jeudi, le SNES-FSU, premier syndicat du secondaire, évoque une nouvelle grève mardi prochain et des rassemblements samedi. D'autres organisations d'enseignants sont plus prudentes. Une réunion interprofessionnelle devrait se tenir ce vendredi.

Marie-Christine Corbier
@mccorbier

« Qui fait grève le 6 ? » C'est « la » question qui se posait, jeudi, dans les échanges entre enseignants sur les réseaux sociaux, après une mobilisation massive. Le ministère de l'Éducation évoquait 51,15 % de grévistes dans le premier degré et 42,32 % dans le second degré. SUD Education comptait plus de 700.000 personnels en grève. Le SNES-FSU dénombrait, lui, 75 % de grévistes dans le second degré en incluant personnels d'enseignement, d'éducation, d'orientation et accompagnants d'élèves en situation de handicap et le SNUipp-FSU 70 % pour le premier degré.

« Ce qui est important, c'est que le travail puisse reprendre après », avait indiqué le ministre de l'Éducation, Jean-Michel Blanquer, mercredi. Un certain nombre de fonc-

tionnaires souhaitent faire entendre un message, il est entendu. On ne peut pas dire qu'il n'y a pas d'écoute : il n'y aura pas de baisse des pensions du fait de la réforme des retraites. »

Nouvelle grève le 10

Les assemblées générales d'enseignants, jeudi, ont pourtant toutes évoqué la poursuite du mouvement social, avec des propositions diverses : débrayer deux heures par jour, prévenir les parents de perturbations pour une durée indéterminée, occuper les établissements la nuit, etc. A Paris, à la Bourse du travail, l'assemblée générale, qui a réuni jeudi matin 300 enseignants, a voté la reconduction de la grève pour vendredi (287 voix pour) et jusqu'à mardi (250 voix pour). En Ile-de-France, CGT, FSU, FO, Solidaires, Unef et UNL avaient appelé à des assemblées générales pour reconduire le mouvement.

Dans le second degré, Frédérique

Rolet, secrétaire générale du SNES-FSU, parle déjà d'« une nouvelle grève » mardi et de manifestations samedi. Mais cela se fera avec d'autres syndicats. « Le mouvement est tellement fort que, s'il n'y a pas de réponse du gouvernement, il faut continuer assez vite » et prévoir des dates de rebond, indiquait dès mercredi soir Benoît Teste, futur secrétaire général de la FSU. Tout en disant que la FSU allait « jauger la situation » après la grève et « ne pas y aller seule ». Une réunion interprofessionnelle devait se tenir ce vendredi matin.

Prudent, le SE-Unsa a appelé à « analyser les communications et décisions gouvernementales des prochains jours avant de déterminer la forme à donner à la défense des intérêts collectifs et individuels ». Pour le secrétaire général du SE-Unsa, Stéphane Crochet, « la mobilisation est un record, nos collègues nous ont fait confiance, il y a un enjeu à ne pas dila-



pider [cette confiance] en faisant une contre-démonstration avec une autre journée de grève qui serait moins bien suivie ».

« C'est beaucoup plus difficile de faire des [grèves] reconductibles dans l'Education nationale que dans d'autres secteurs, a indiqué le président du SNALC, Jean-Rémi Girard, sur Cnews, tout en estimant « très probable » qu'il y ait d'autres journées de grève. ■

A Paris, l'assemblée générale, qui a réuni jeudi matin 300 enseignants, a voté la reconduction de la grève pour vendredi (287 voix pour) et jusqu'à mardi (250 voix pour).

« La mobilisation est un record, nos collègues nous ont fait confiance, il y a un enjeu à ne pas [la] dilapider. »

STÉPHANE CROCHET
Secrétaire général
du SE-Unsa

Dans l'enseignement privé, peu de grévistes mais beaucoup d'inquiétude

Difficile d'évaluer l'ampleur de la mobilisation des 140.000 enseignants du privé. Le ministère de l'Education affirme ne pas avoir les chiffres, et le secrétariat général de l'enseignement catholique (SGEC) dit n'avoir « aucun instrument de comptage ». « Nous sommes généralement très en dessous des 10 % de grévistes et on va être dans une mobilisation comparable à d'habitude, estime Yann Diraison, secrétaire général adjoint de l'enseignement catholique. Nous avons eu quelques signaux d'alerte, mais cela n'a pas concerné plus de 10 établissements. » Selon nos informations, certaines écoles ont

toutefois sollicité les parents pour pallier les absences. Du côté des syndicats, le point de vue diffère. « Pour la première fois, enseignants, chefs d'établissement et personnels se sentent concernés, souligne le Snec-CFTC, l'un des plus importants syndicats de l'enseignement privé. C'est un signal d'alarme. » Le syndicat redoute, comme ceux du public, que la revalorisation ne « touche que les entrants dans le métier » et non toutes les tranches d'âge. Le principal syndicat, la FEP-CFDT, qui n'avait pas appelé à la grève, évoque aussi « un ras-le-bol général ». Lire l'intégralité de l'article sur lesechos.fr